



FRANCE

AFFAIRE BENALLA

Strzoda pris dans la tourmente

Le directeur de cabinet de Macron est soupçonné de « faux témoignage »

La voix est lasse, le rire un peu forcé. Devant les sénateurs de la commission d'enquête, Patrick Strzoda décrit son 31 décembre 2018, passé à son bureau jusqu'à 22 h 30, puis achevé devant un épisode de *Columbo*, un verre de whisky Dalmore 1962 à la main. « *Grand cru* » précise-t-il, comme pour mettre un peu de fantaisie dans le tableau morose d'un réveillon de préfet. Le message qu'il veut faire passer est clair : le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron est un homme entièrement dévoué à l'Etat, même quand la France festoie.

Voilà déjà une heure trente, ce mercredi 16 janvier, qu'il répond pied à pied aux interrogations des élus. C'est la deuxième fois, après le 25 juillet 2018, que Patrick Strzoda est auditionné sur l'affaire Benalla et les graves dysfonctionnements au sein de l'Élysée qu'elle a révélés. Le haut fonctionnaire de 67 ans peine à dissimuler sa révolte intérieure face aux soupçons sur sa probité et son professionnalisme : « *Je peux vous assurer que j'ai consacré beaucoup d'heures à préparer cet entretien et je suis venu avec le souci de vous donner le maximum d'informations : si vous retenez de mes interventions que la maison n'est pas tenue, je peux vous assurer que c'est faux !* »

Deux mois plus tard, non seulement les sénateurs ont considéré que le palais était mal géré – ils

l'ont même écrit noir sur blanc dans le rapport d'enquête publié le 20 février 2019 – mais ils ont en sus ajouté le parjure à la liste des fautes de M. Strzoda. Le bureau du Sénat a décidé, jeudi 21 mars, de transmettre au procureur de Paris les éléments sur le directeur de cabinet de l'Élysée, estimant que ses déclarations devant la commission des lois pouvaient être qualifiées de « *faux témoignage* ».

Les élus estiment qu'il a, sous serment, volontairement minimisé les missions d'Alexandre Benalla au sein de la présidence pour étouffer le scandale, le réduisant à un simple factotum chargé de faire l'interface entre les différents services de sécurité. La commission d'enquête a acquis au contraire la certitude qu'il était bien plus que cela, jouant un rôle actif dans la protection rapprochée du président et participant aux discussions stratégiques sur la réorganisation de ce département.

Brillante carrière préfectorale

Le nom de M. Strzoda se trouve ainsi mêlé à ceux d'Alexandre Benalla et de Vincent Crase, les protagonistes de l'affaire des violences du 1^{er}-Mai, également signalés à la justice. Si le parquet de Paris a les cartes en main pour décider de donner ou non des suites à cette affaire, pour Patrick Strzoda c'est une avanée. Sollicité par *Le Monde*, le directeur de cabinet n'a

pas souhaité s'exprimer. Mais pour ceux qui le connaissent, il ne fait aucun doute que l'accusation de mensonge devant la représentation nationale est vécue comme une flétrissure, au crépuscule d'une brillante carrière préfectorale – il est en retraite de la fonction publique depuis fin 2018 –, débutée en Dordogne en 1985.

L'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve, qui l'a eu comme directeur de cabinet au ministère de l'intérieur, puis à Matignon, loue auprès du *Monde* « *son haut niveau d'engagement au service de la France* » : « *C'est un "très" haut fonctionnaire, avec un sens élevé de l'Etat, qui a témoigné de grandes capacités quand nous avons été confrontés à la vague d'attentats à partir de 2015, ou quand nous avons fait face aux violences liées à la loi travail.* » Et d'ajouter que l'homme qu'il a côtoyé a toujours été « *exemplaire* », faisant preuve « *d'énormément d'humanité dans ses relations professionnelles* ».

L'« *humanité* » de M. Strzoda a-t-elle viré au laxisme, concernant Benalla ? C'est lui qui avait autorisé le chargé de mission à participer à la manifestation du 1^{er}-Mai en tant qu'observateur. Lui encore qui, mis au courant du dérapage place de la Contrescarpe, n'avait pas saisi la justice. Lui enfin qui avait pris une sanction sous-dimensionnée, acceptant même que le jeune homme amende le texte de



son propre avertissement.

Le rapport ambivalent du haut fonctionnaire à son ancien collaborateur a évolué au fil des auditions, judiciaires et parlementaires. En juillet, devant les sénateurs, il le décrivait comme « efficace, disponible et serviable ». « Il était très apprécié dans la maison », ajoutait-il. Devant les policiers, il assurait voir le jeune homme « pratiquement tous les matins » et tentait de tempérer les accusations dont il faisait l'objet, rappelant la « tension » du 1^{er}-Mai : « Les images ne montraient pas quelqu'un qui s'acharnait de manière violente contre une personne passive. Il n'y avait pas de geste destiné à blesser ou à porter atteinte grave à l'intégrité physique, même si j'insiste là-dessus, M. Benalla n'avait pas à le faire. »

Dès le 18 juillet, alors que l'affaire s'apprêtait à sortir, Patrick Strzoda n'avait pas cherché à se soustraire aux questions du Monde, reconnaissant les faits. « On ne va pas tourner autour du pot », avait-il lâché en préambule de l'entretien. A l'époque, il semble faire une confiance aveugle à celui qu'il affirme avoir choisi d'embaucher, mais qui est en réalité arrivé dans le sillage de la campagne victorieuse de 2017 et est réputé proche du « patron », Emmanuel Macron. A-t-il été lui aussi séduit par la faconde du jeune homme, qui tranche avec la rigueur des énarques ? Le directeur de cabinet l'introduit en tout cas dans des réunions stratégiques et le présente à des personnalités, comme Christian Prouteau, le fondateur du groupe de sécurité de la présidence de la République, consulté sur la réforme de la sécurité du palais.

Les scandales s'accroissent

Quelques mois plus tard, le ton a radicalement changé. A nouveau interrogé par les sénateurs en janvier, Patrick Strzoda émet des doutes sur « la personnalité de

M. Benalla », soupçonnant des « falsifications » de documents. « Avec cet individu, on en découvre tous les jours... », dit-il, désabusé. Entre-temps, les scandales concernant l'utilisation hors cadre de passeports diplomatiques ou les « contrats russes » passés avec un oligarque se sont accumulés.

Au moment de leur verdict, les sénateurs de la commission d'enquête semblent avoir été pris de compassion, pointant dans leur rapport que M. Strzoda « en particulier » a « contribué à la recherche de la vérité sur de nombreux points ». Au cours de l'audition, le président de la commission des lois, Philippe Bas, avait fait montre d'empathie, lui qui avait été secrétaire général de l'Elysée sous Chirac : « Je mesure l'indignation contenue qui est la vôtre devant un certain nombre de constatations que vous avez faites, je ressens la sincérité de vos propos à cet égard. » Mais s'ils ont cru à l'honnêteté de l'homme, les élus n'ont pas acheté la version du haut fonctionnaire madré qui se serait fait flouer par un jeune intrigant. Même au Sénat, la courtoisie a ses limites. ■

NICOLAS CHAPUIS

INTERROGÉ PAR LES SÉNATEURS EN JANVIER, PATRICK STRZODA ÉMET DES DOUTES SUR « LA PERSONNALITÉ DE M. BENALLA »